

IPS : la fracture sociale jusque dans les

IPS, comme indice de position sociale : utilisé par l'Éducation nationale depuis peu, cet indicateur évalue la situation sociale des élèves. Rendu public le mois dernier, l'IPS des collèges ébroïciens révèle des écarts importants entre quartiers, et une fuite des foyers ébroïciens

Juin 2016. L'année scolaire touche à sa fin quand, à la surprise générale, le Conseil départemental de l'Eure annonce la fermeture imminente du collège Pablo-Neruda. L'établissement, ouvert à La Madeleine quatre décennies plus tôt, est jugé « dans un état lamentable et dramatique » par Sébastien Lecornu, président du Département. Ferme et définitive, la décision a été prise après « consultation entre le maire d'Évreux, la préfecture et l'inspecteur d'académie », précise-t-on.

Devant le tollé provoqué par cette annonce, le vice-président en charge des collèges, Benoît Gatinet, monte au créneau pour défendre ce projet, qui a des conséquences en cascade sur toute la carte scolaire ou presque. Certes, les élèves des communes alentour et de La Madeleine vont devoir faire plus de route, pour aller gonfler les effectifs dans les classes d'autres établissements. Mais Benoît Gatinet l'assure : l'agglomération dispose d'un « surcroît d'environ 1000 places disponibles ». De plus, cette fermeture serait une « opportunité de déghettoïsation de ce collège, avec des jeunes qui étudieront désormais en centre-ville ». Le tout dans l'optique « d'avoir une vraie mixité sur l'ensemble des collèges d'Évreux ». Les élèves de l'agglomération qui auraient dû étudier à Pablo sont répartis sur quatre collèges récepteurs : Politzer, Jean-Jaurès, Navarre et Paul-Bert.

« Une opportunité de déghettoïsation, avec des jeunes qui étudieront désormais en centre-ville.

BENOÎT GATINET,
EN 2017

Un contexte familial plus ou moins favorable à la réussite scolaire

Six ans après, cette restructuration a-t-elle eu un effet sur la mixité sociale souhaitée ? Un indicateur semble refroidir cet espoir : l'IPS.

Appliqué pour la première fois dans l'Eure à la rentrée 2022, l'IPS, pour indice de position sociale, est un des outils de mesure utilisés par l'Éducation nationale pour déterminer les moyens alloués à chaque établissement. Il permet d'appréhender « le statut social des élèves à partir des professions et catégories sociales (PCS) de leurs parents », explique le ministère de l'Éducation nationale. En somme, après avoir étudié* un ensemble de critères sociaux, économiques et culturels (« diplômés » ; « pratiques culturelles » à savoir les sorties au cinéma, musée, théâtre, activités extrascolaires ; « conditions matérielles » ou les revenus, nombres de pièces dans le logement, etc ; « capital culturel » basé sur le nombre de livres, le temps passé devant la télévision, etc ; et « implication des parents dans la scolarité » avec le nombre de conversations sur l'avenir, l'ambition en termes de diplômes etc), l'Éducation nationale attribue une note, ou un indice donc, à chaque catégorie socio-professionnelle. Les parents déclarent à quelle catégorie ils appartiennent à chaque rentrée, et un IPS leur est donc attribué. L'IPS de l'établissement est une moyenne des IPS de tous ses élèves. Plus il est élevé, plus le contexte familial est « favorable à la réussite scolaire ».

Politzer en bas du classement, Paul-Bert en difficulté

Ces IPS ont été rendus publics au mois d'octobre, après de nombreuses requêtes auprès du ministère de l'Éducation nationale.**

À Evreux, les IPS des collèges récepteurs des élèves du secteur de feu Pablo sont relativement bas. Le premier d'entre eux en termes de proximité géographique, Georges-Politzer, est ainsi

en bas du classement, avec un score de 81,7. Sa population est donc « plutôt défavorisée ». Tout comme Henri-Dunant, à Nétreville (82,3), Jean-Jaurès (87,9) ou encore Navarre (89,3). Paul-Bert reste dans la moyenne, avec un indice à 94,5. Le collège de centre-ville semble toutefois dépassé par l'afflux d'élèves et le manque de moyens : « La fermeture du collège Pablo-Neruda a déséquilibré tout l'enseignement », déploreait un enseignant d'histoire-géographie de Paul-Bert dans nos colonnes en juin dernier. « Le climat de violence monte dangereusement au collège (...). L'inspection académique a été alertée à plusieurs reprises, nous avons été reçus en audience, mais nos demandes n'ont pas été satisfaites. Pire : on nous demande d'accepter des effectifs plus chargés encore l'année prochaine en 3^e. »

Le privé caracole en tête

Conséquence directe, les parents qui peuvent se le permettre fuient ces établissements publics pour le privé. Car à l'opposé du classement, Notre-Dame-Saint-François (114,6) et l'Immaculée (120,8) tirent leur épingle du jeu. « Le contournement de Paul-Bert et de Navarre est spectaculaire, note Laurent Baussier. Paul-Bert est devenu le collège que tout le monde veut fuir. » Le syndicaliste explique : selon lui, les élèves « défavorisés » qui auraient dû bénéficier des moyens REP (réseau d'éducation prioritaire) au sein de Pablo, se retrouvent dans un établissement plus chargé en effectifs, mais qui ne bénéficie pas de ce classement en REP. « Ce qui fait fuir, c'est le manque de moyens », martèle-t-il.

« Le contournement de Paul-Bert et de Navarre est spectaculaire. Paul-Bert est devenu le collège que tout le monde veut fuir.

LAURENT BAUSSIER

Et la première victime, c'est la fameuse mixité sociale : « La mixité sociale dont on nous a rebattu les oreilles pour fermer Pablo-Neruda, ça ne marche pas. C'est un échec », assène Laurent Baussier.

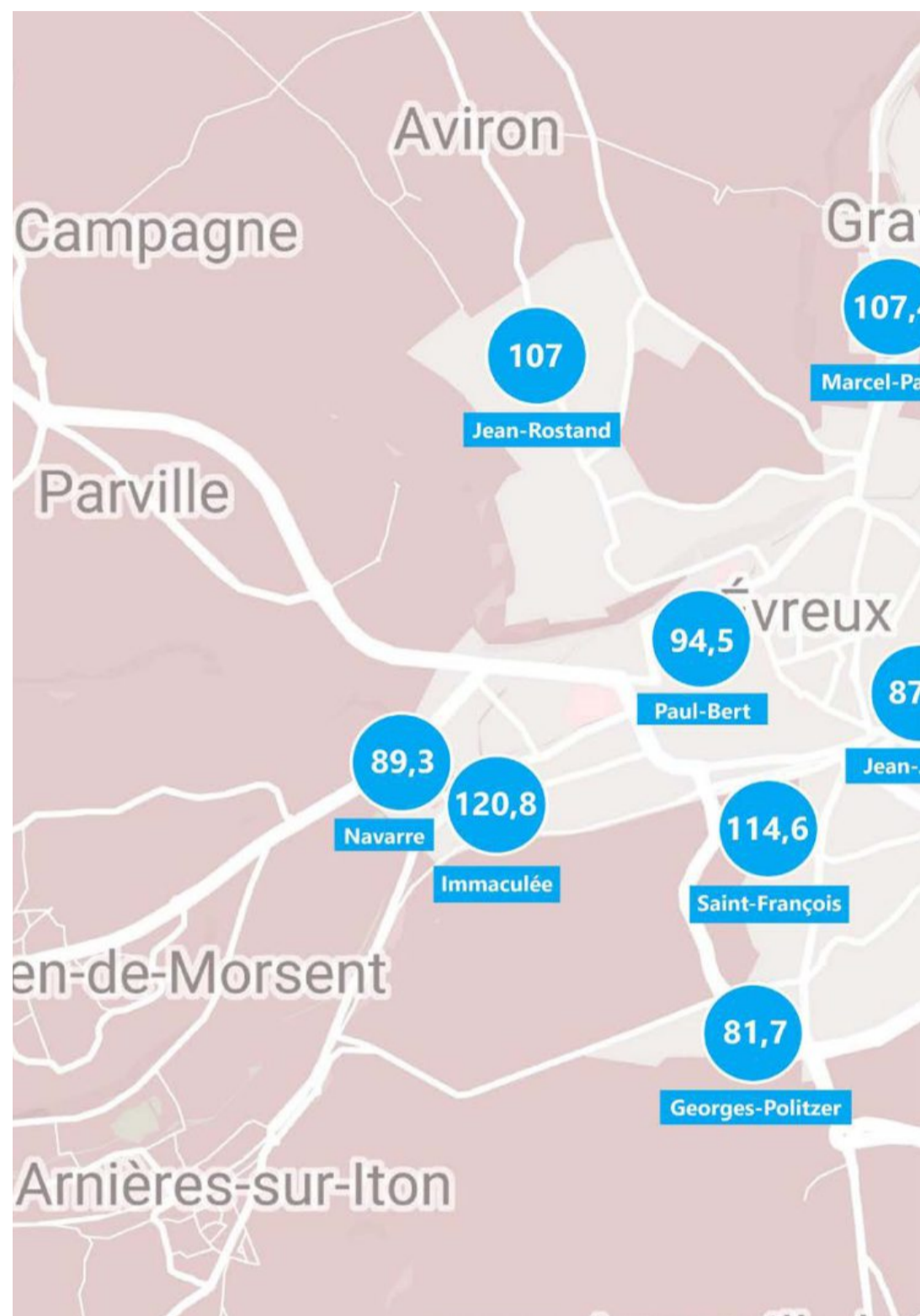
Un constat corroboré par d'autres indicateurs : le revenu médian annuel dans les quartiers Politique de la ville est de 13 770 €, contre 21 730 € en moyenne en France métropolitaine. Le programme national de rénovation urbaine, lancé dans les années 1980 et qui voulait lui aussi encourager à la mixité sociale, a été sévèrement évalué par la Cour des comptes dans un rapport de 2020 : « L'objectif de mixité sociale (...) ne progresse pas », soulignait l'institution (lire *Eure Infos*, 22/11/2022).

Quant à l'IPS, le syndicaliste Laurent Baussier reste circonspect : pour lui, il s'agit surtout d'un « outil de gestion administrative qui se donne un vernis sociologique », grince-t-il. Il lui reconnaît au moins une utilité : « Ce que révèle cet IPS, c'est la fracture sociale. Alors que l'école est censée la réduire. »

Les syndicats réclament aujourd'hui le classement de Politzer en REP+, afin d'obtenir plus de moyens pour le collège de La Madeleine. « Il faut aussi d'urgence redonner des moyens en personnel aux collèges récepteurs — Jean-Jaurès, Navarre et Paul-Bert », ajoute-t-il.

Le peuplement des quartiers en question

En charge de la Politique de la ville à l'agglomération, vice-président de l'association *Villes et Banlieues*, Driss Ettazaoui ne s'étonne pas. L'IPS révélateur de la fracture sociale ? « Les indices tels qu'ils sont publiés ne sont pas une surprise. Là où il y a des logements sociaux, il y a une concentration forte de pauvreté et de



L'indice de position sociale des collèges de l'agglomération d'Évreux fait ressortir un grand nombre de dispa-

difficultés sociales». Logique.

Loin de mettre en cause la politique qu'il sert au quotidien, dans ses fonctions professionnelles et d'élu, Driss Ettazaoui pointe la question du peuplement dans les quartiers. « Un habitant sur trois quitte, tous les ans, les quartiers estampillés Politique de la ville, dans le cadre de son parcours résidentiel. Quand il part, on remet les personnes qui sont encore plus en difficulté que celui qui vient de partir. D'une certaine façon, on se mord un peu la queue », reconnaît-il en appelant les bailleurs sociaux à diversifier l'offre de logement et en rappelant que la collectivité n'a pas ou très peu la main sur leur attribution de logement.

Pour régler les problèmes de mixité, il compte sur le renouvellement urbain. L'opération menée sur La Madeleine n'a pas bien fonctionné, mais sera efficace à Nétreville, promet l'élu.

Enfin, après avoir combattu les syndicats opposés à la fermeture de Pablo-Neruda, Driss Ettazaoui se range de leur côté pour défendre le passage

en REP ou REP+ du collège de Navarre. « On est monté au créneau pour que le ministre de la Ville et le ministre de l'Éducation nationale suppriment les périmètres des QPV pour accorder des moyens au collège de Navarre ».

* Une enquête par questionnaire a été réalisée en 2008 par la DEPP, la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, sur 30 000 élèves entrés en 6^e en 2007. Les données socio-culturelles recueillies ont permis de classer les PCS selon un indice type, en fonction des écarts enregistrés.

** Suite à la demande d'un journaliste au ministère, puis, devant le refus de l'Éducation nationale, devant la Commission d'accès aux documents administratifs, et enfin au Tribunal administratif. « Ségrégation scolaire : ce que révèle l'indice de position sociale (IPS) », *La Gazette des Communes* (24/10/2022)

● Claire Huille et Charles Giovacchini